

Le marché doit favoriser le développement rural et non le freiner !

Une nouvelle tendance se dessine actuellement dans la politique internationale des échanges commerciaux agricoles. Des acteurs toujours plus nombreux remettent en question l'idée que le libre commerce est un moteur du développement rural. Mentionnons à titre d'exemple l'interruption sine die du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour la bonne raison que certains pays en développement n'étaient pas prêts à ouvrir inconditionnellement leur agriculture au marché mondial.

De telles réticences sont tout à fait fondées. Une étude a analysé les chances et les risques de la libéralisation du commerce agricole en Amérique Latine. Entre 1985 et 2002, les États de ce continent ont réduit leurs droits de douane de 50 % à 10 % en moyenne. Alors que quelques grands producteurs ont pu profiter des meilleures opportunités d'exporter, la libéralisation a eu dans l'ensemble des effets négatifs sur le développement rural interne. Des importations bon marché et un soutien étatique en baisse ont mené de nombreux producteurs locaux à la ruine. L'augmentation de la production destinée à l'exportation, sous forme de monocultures, a généré d'innombrables problèmes écologiques. En outre, plusieurs États sont tombés sous la dépendance de l'étranger : dépendance des marchés acheteurs (grands groupes industriels), dépendance

des intrants agricoles comme les semences ou les pesticides et dépendance des importations de denrées alimentaires.

Choissant le Mexique comme exemple parmi d'autres, les auteurs ont mis en exergue les effets pervers de la libéralisation. En 1994 déjà, le North American Free Trade Agreement a donné au Mexique un accès privilégié au marché américain. Les exportations du Mexique ont certes augmenté, mais les importations ont augmenté plus encore. Le maïs subventionné des États-Unis a évincé du marché un grand nombre de petits producteurs mexicains, les salaires dans l'agriculture ont baissé et 500'000 ouvriers agricoles ont perdu leur emploi.

Néanmoins, les petits paysans pourraient profiter de l'ouverture des marchés, à condition que le contexte général soit favorable. Le projet *Ecomercados* vise à créer un tel contexte par la promotion de marchés niches pour des produits biologiques et de la filière commerce équitable. Il soutient des petites et moyennes entreprises d'Amérique centrale en les aidant à améliorer leur compétitivité. Parallèlement, il renseigne les organisations locales de promotion des exportations au sujet de l'agriculture biologique et du commerce équitable,



Pavillon de l'Amérique Centrale à la Foire Biofach, Nürenberg, Allemagne, février 2008. Ecomercados y a appuyé la participation de petites entreprises et coopératives du Nicaragua qui cherchent de nouveaux acheteurs pour leurs produits organiques ou de la filière du commerce équitable. (Photo : Miquela Vanrell, Ecomercados, Nicaragua).

Article de fond

Le marché doit favoriser le développement rural et non le freiner ! 1

Politique

La démocratie environnementale à l'œuvre 3

OMD – Plus d'excuses! 3

Mitigation ou adaptation en Amérique Centrale? 4

Hier exclu, demain ayan-droit aux ressources forestières 4

Mise en œuvre

Le sol, l'affaire de tous 5

Deux approches multi-acteurs pour diminuer la pauvreté en Inde... 5

Un atlas visualise le développement écologique en Afrique 6

Externalisation des services de conseil agricole étatiques 7

Recherche

Répartir les fonds générés par la foresterie communautaire 7

La participation à elle seule ne suffit pas! 8

Article de fond

en organisant des ateliers, des foires commerciales et des publications. Son site Internet donne un répertoire des producteurs et des importateurs de produits biologiques.

D'un autre côté, la *Global Facilitation Unit for Underutilized Species* (GFU) a publié des lignes directrices sur la commercialisation d'« espèces négligées ou sous-exploitées », un marché intéressant et susceptible d'aider les groupes de population pauvres à améliorer leur revenu. Ces espèces présentent l'avantage d'avoir des applications fondées sur un savoir traditionnel très spécifique, d'être adaptées à des conditions marginales et de correspondre aux nouvelles tendances du marché. Pour que les paysans pauvres, qui ne peuvent prendre de grands risques, puissent effectivement profiter de la production et de la commercialisation de telles plantes, une préparation méticuleuse s'impose. L'offre doit être adaptée aux possibilités commerciales, et les filières développées avec le plus grand soin. Ces conditions réunies, le développement d'espèces négligées et peu exploitées contribuera non seulement à soutenir la sécurité alimentaire, mais aussi à préserver la biodiversité agricole.

Le système commercial international doit donner aux pays en développement la possibilité de réglementer

leurs importations et exportations afin de protéger les groupes de populations et les ressources vulnérables. L'étude réalisée en Amérique Latine le montre clairement : le libre commerce en soi ne réduit pas la pauvreté. Au niveau national, les gouvernements sont appelés à promouvoir la productivité des exploitations familiales en améliorant les conditions-cadre. Seule une prise en compte de tous ces critères peut permettre aux petits paysans de profiter des potentialités évoquées plus haut.

SOURCES

Agricultural Trade Liberalization. Lessons from Latin America. Mamerto Pérez, Sergio Schlesinger, and Timothy A. Wise. Washington Office on Latin America. June 2008. 36 p.

<http://ase.tufts.edu/gdae/Pubs/rp/AgricWGReportJuly08Summary.pdf>

Ecomercados: www.ecomercados.org

Promoting Value Chains of Neglected and Underutilized Species for Pro-Poor Growth and Biodiversity Conservation. Guidelines and Good Practices. Margret Will. Global Facilitation Unit for Underutilized Species. 2008. 122 p. www.underutilized-species.org/Documents/PUBLICATIONS/promoting_vc_lr.pdf

La démocratie environnementale à l'œuvre

Depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992, la démocratie environnementale est définie comme le droit d'accès à l'information, à la participation publique et à la justice en matière d'environnement.

Le présent ouvrage s'interroge sur la concrétisation de ces droits au long des quinze dernières années, ainsi que sur leur avenir. Il s'avère que les problèmes de mise en oeuvre ont touché autant les gouvernements que les partisans des droits d'accès. Des recommandations y sont adressées à l'attention des uns et des autres.

Ainsi, de nombreux gouvernements ont manqué de cadre légal quant à la production et à la diffusion d'information. Les mesures consisteraient à identifier les lacunes dans ces informations, que ce soit au niveau de la collecte, de l'archivage, de l'analyse ou de la dis-

sémination, et d'y remédier par des lois adéquates. Un budget approprié est également indispensable. De leur côté, les adeptes des droits d'accès doivent renforcer et développer leurs réseaux afin que les processus de réforme des politiques gagnent en transparence. Ainsi seulement, les populations les plus affectées par la carence de démocratie environnementale ont des chances d'être entendues.

SOURCE

Voice and choice: Opening the door to environmental democracy. Joseph Foti et al. World Resource Institute. 2008. 138 p. http://pdf.wri.org/voice_and_choice.pdf

OMD – Plus d'excuses !

«Quand est-ce qu'une promesse n'en est pas une ? Quand elle émanedes des États du G8!». Tel est le constat teinté d'ironie d'OXFAM dans un rapport récent sur les promesses faites chaque année aux pays pauvres par les membres du G8. Un constat qui pourrait être étendu à tous les pays riches. En effet, s'agissant des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), il s'avère que seule une part ridiculement petite des mesures promises a été réalisée à mi-chemin de la date butoir de 2015.

Il y a un peu plus de sept ans, 147 États avaient jugé que les OMD étaient réalistes et avaient promis qu'ils s'engageraient, notamment sur le plan financier. Mais plus de la moitié du temps imparti pour cet ambitieux projet est écoulée et le caléidoscope des mauvais résultats dans les différents domaines des OMD montre bien à quel point les progrès sont pour l'heure infimes. La crédibilité des nations riches est en jeu. Comment ce fait-il qu'en ce début de 21e siècle, les pays industrialisés ne consacrent qu'un dérisoire 0.28 pour cent de leur revenu brut à l'aide au développement au lieu du 0.7

exigé en 1970 déjà, et alors qu'en 1962 cette part était encore de 0.5 pour cent ?

Le rapport d'OXFAM relève toutefois quelques exemples positifs qui montrent que même dans les pays les plus pauvres, des progrès sont possibles en peu de temps. Au Rwanda notamment, où la mortalité infantile due à la malaria a été réduite de deux tiers en l'espace de deux ans. C'est pourquoi OXFAM exige expressément des pays riches qu'ils défendent et mettent en oeuvre sans compromis, lors de leurs conférences de cette année, les mesures économiques, commerciales, environnementales et de développement nécessaires.

SOURCE

Credibility Crunch. Food, poverty, and climate change: an agenda for rich-country leaders. Oxfam Briefing Paper 113, 2008. 39p. www.oxfam.org/files/credibility.pdf

Mitigation ou adaptation en Amérique Centrale ?

L'Amérique Centrale est en train d'élaborer une stratégie régionale pour affronter les défis liés au changement climatique, le but étant de faire entendre la voix de tous les pays de la région dans les négociations et débats internationaux sur le changement climatique. Quelles en seront les grandes lignes ? L'organisation de la société civile PRISMA, au Salvador, donne son point de vue sur le processus de mise au point de ladite stratégie.

Selon les analystes de PRISMA, les initiatives d'Amérique Centrale quant à la mitigation, orientées vers les marchés globaux de carbone, ne sont pas proactives, ni ne suffisent à maîtriser les énormes défis à venir. Elles se limitent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ne stimulent pas les processus locaux.

Stratégie alternative à la mitigation, l'adaptation met l'accent sur les besoins des pauvres qui vivent dans des communautés rurales vulnérables au changement du climat. Elle se concentre sur le développement des compétences, la diversification des moyens d'existence

et le renforcement de la résilience de ces communautés, afin de les amener à gérer les risques et les dangers engendrés par le changement climatique. Cette stratégie va au-delà des mécanismes et intérêts commerciaux. Elle passe par une approche globale incluant des aspects sociaux, environnementaux et territoriaux, et commande des conditions-cadre politiques aptes à promouvoir les changements nécessaires par un agenda du développement durable pour l'ensemble de la région.

SOURCE

¿Mitigación o adaptación en Centroamérica?: Construyendo una agenda propia frente al cambio climático. Nelson Cuéllar y Susan Kandel. Programa Salvadoreño de Investigación sobre Desarrollo y Medio Ambiente (PRISMA). 2008. 16 p.
http://prisma2.org.sv/web/publicacion_detalle.php?id=330

Hier exclu, demain ayant-droit aux ressources forestières

La demande globale croissante sur les marchés, ainsi que les réactions des politiques aux questions de la sécurité alimentaire et des risques dus au changement climatique exercent une pression grandissante sur les forêts et leurs habitants. La vulnérabilité et les conflits y sont à l'ordre du jour. Toutefois, cet état critique a le mérite de souligner l'opportunité et l'urgence de remettre au premier plan les droits des peuples indigènes et des communautés forestières, sans omettre les droits aux services fournis par les écosystèmes forestiers. L'enjeu n'est plus seulement moral, mais bien politique, social, économique et environnemental.

A partir des activités de la « Rights and Resources Initiative » (RRI), le présent rapport fournit de nouvelles analyses et options pour réformer le système foncier régissant les terres forestières. L'identification de tous les acteurs concernés et la définition de leurs rôles respectifs (élaboration des lois, récolte et dissémination

des données, dialogue au sein des communautés) représente sans doute l'étape-clé de ce processus de réforme nécessaire. Par la suite, le maintien de la visibilité et le suivi régulier de la RRI auprès des organismes internationaux et des gouvernements nationaux devront garantir sa mise en œuvre.

SOURCE

From Exclusion to Ownership? Challenges and Opportunities in Advancing Forest Tenure Reform. William D. Sunderlin, Jeffrey Hatcher and Megan Liddle. RRI, 2008. 54 p.
www.rightsandresources.org/documents/index.php?pubID=736

Le sol, l'affaire de tous

Dans le contexte du développement, quels sont les différents intérêts que suscitent les terres agricoles d'une région de montagne ? La réponse à cette question n'est pas simple. La famille paysanne, l'ingénieur agronome, le département de l'agriculture, bref, tous ces acteurs concernés ont aussi des intérêts distincts.

En 2004, un projet de recherche multidisciplinaire et multi-institutionnel portant sur un système traditionnel d'agriculture de montagne au Vietnam a été lancé sous l'égide du Management of Soil Erosion Consortium, dans le but d'améliorer la gestion du sol. Dans un bref délai, le projet a généré des résultats satisfaisants pour tous les acteurs. Comment ? Surtout, en plaçant les intérêts des paysans au centre et à la charnière de tous les autres intérêts. Dès le lancement du projet, les communautés paysannes de l'endroit ont participé activement en y amenant leurs propres idées, notamment au sujet de l'introduction de l'élevage dans le système de culture traditionnel. Sur les terres pentues, plusieurs sortes de céréales fourragères ont été cultivées ; de

par leur action stabilisante sur les sols, ces cultures ont stoppé l'érosion de manière spectaculaire. En outre, les structures de marché ont été adaptées. Mais c'est finalement l'amélioration du revenu des paysans qui a été la clé du succès de ce projet dans la région. Pour plus de détails au sujet du projet et d'autres articles sur le même thème, nous vous renvoyons au magazine LEISA de juin 08 (vol. 24/2).

SOURCE

Different interests, common concerns and shared benefits. Didier Orange, Tran Duc Toan, Nguyen Duy Phuong, Nguyen Van Thiet, Paulo Salgado, Clement Floriane, Le Hoa Binh. LEISA Magazin Juni 09 Vol.24 no.2. [www.leisa.info/index.php?url=magazine-details.tpl&p\[readOnly\]=1&p\[_id\]=209091](http://www.leisa.info/index.php?url=magazine-details.tpl&p[readOnly]=1&p[_id]=209091), Article: www.leisa.info/index.php?url=getblob.php&o_id=209097&a_id=211&a_seq=0

Deux approches multi-acteurs pour diminuer la pauvreté en Inde

En Inde, le secteur laitier traditionnel concerne plus de 150 millions de ménages de producteurs et de consommateurs. En dépit de son potentiel pour améliorer les moyens d'existence de millions de pauvres, la production laitière continue d'être négligée. Et ce contrairement à un secteur privé et coopératif organisé qui a connu un essor extraordinaire au cours de ces 30 dernières années, grâce à d'importants investissements. Le projet « Capitalisation of Livestock Programme Experiences India » (CALPI) a lancé une recherche-action participative multi-acteurs pour cerner les chances et les risques du secteur laitier informel. Il a notamment créé un cadre propice pour que les acteurs-clés puissent discuter des problèmes rencontrés aux niveaux des petits producteurs, commerçants et consommateurs de lait. De plus, il a mis en évidence l'importance dudit secteur pour les pauvres, notamment dans l'accès aux marchés et la sécurisation de leurs moyens d'existence.

Dans le cadre d'une autre initiative, CALPI s'est focalisé sur un processus consultatif multi-acteurs pour développer un plan d'action largement reconnu et visant

des réformes politiques et structurelles des services de production animale. Le processus participatif a mis au jour l'importance d'impliquer tous les acteurs afin d'obtenir l'acceptation aussi large que possible des réformes projetées et de favoriser leur mise en œuvre. Une attention toute spéciale a été accordée à l'implication des pauvres et à leurs besoins en services. L'initiative s'est traduite par l'élaboration d'une série de recommandations pour une amélioration structurelle de la production animale.

SOURCES

*Towards accelerated growth in dairying: An action research to improve the traditional milk sector. CALPI programme series 3, Intercooperation. December 2007. www.intercooperation.org.in/images/icindia/TMS%20Process%20Document.pdf
A Living from Livestock – India. www.youtube.com/watch?v=nZvnlZBtjH4*

Un atlas visualise le développement écologique en Afrique

L'Afrique est le continent le plus chaud de la planète ; les déserts et les régions sèches occupent 60% de son territoire. En même temps, l'Afrique est très riche en ressources naturelles et abrite plus de 3'000 réserves naturelles. Mais cette richesse est de plus en plus menacée. Les écosystèmes souffrent de l'accroissement de la population, de l'urbanisation, de stratégies de développement non durables, des conflits et des flux migratoires. La mauvaise conjoncture économique ne permet pas aux pays africains de prendre les mesures nécessaires et ils sont de ce fait particulièrement vulnérables aux phénomènes du changement climatique et aux catastrophes naturelles.

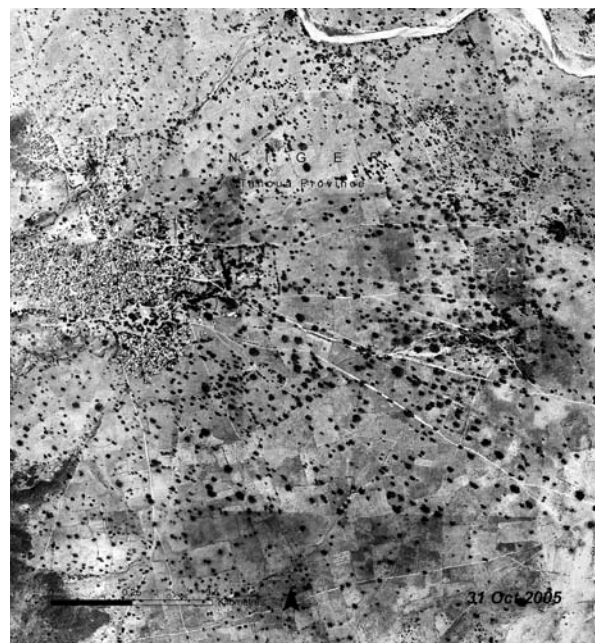
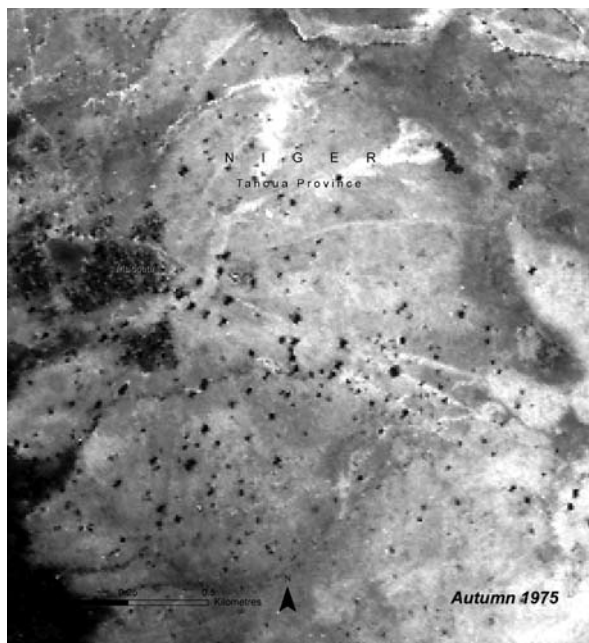
À l'aide d'images satellites, de graphiques et de photos, un nouvel atlas visualise de manière particulièrement éloquent le changement de physionomie de l'Afrique au cours des 30 dernières années, ainsi que ses

conséquences. Les auteurs identifient le déboisement comme le danger le plus imminent, suivi par la perte de la biodiversité et la dégradation des sols.

Mais le bilan n'est pas uniquement négatif. Les auteurs notent quelques avancées réjouissantes pour la protection de la nature, comme l'extension des régions humides en Mauritanie ou la revitalisation des sols au Niger par la plantation et la culture d'arbres.

SOURCE

Afrique : Atlas D'un Environnement En Mutation. Division of Early Warning and Assessment (DEWA), United Nations Environment Programme (UNEP) 2008. 393 p. www.unep.org/dewa/Africa/AfricaAtlas/



Province Tahoua, Niger : au cours des derniers 30 ans, la population d'arbres a augmenté d'un facteur de 10 à 20, ce qui a amélioré la qualité des sols et diminué le risque de sécheresse. Image de l'atlas, p. 266–267. © UNEP 2008

Externalisation des services de conseil agricole étatiques

Au cours de ces dernières années, plusieurs gouvernements d'Afrique subsaharienne ont commencé à déléguer les services étatiques de conseil agricole à des acteurs non-gouvernementaux. La présente étude dresse un bilan des premières expériences de projets pilotes en Ouganda, au Mozambique, en Tanzanie et au Mali.

Le domaine du conseil agricole est en pleine mutation. Les systèmes étatiques linéaires sont rapidement remplacés par des « systèmes de savoir et d'innovation agricoles ». Un nombre grandissant d'acteurs est impliqué dans le conseil agricole ; les paysans ne sont plus considérés comme des récepteurs passifs de conseils et de consignes, mais comme des participants actifs qui savent ce qu'il leur faut. L'externalisation des agences de conseil agricole est une innovation institutionnelle qui tient compte de ces nouvelles tendances.

Cependant, pour réussir, l'externalisation de ces services doit faire l'objet de décisions politiques claires au

sujet des objectifs et des modalités. Au niveau de la mise en œuvre, des processus transparents quant à la sélection des nouveaux prestataires de services sont tout aussi importants que la possibilité pour les paysans d'évaluer ces derniers. Finalement, cette innovation exige que les gouvernements locaux, les services de conseil et les paysans aient les connaissances requises pour jouer leurs rôles respectifs.

SOURCE

Outsourcing agricultural advisory services. Enhancing rural innovation in Sub-Saharan Africa. W. Heemskerk, E. S. Nederlof, B. Wennink. *Bulletin 380. Royal Tropical Institute (KIT). 2008. 152 p.*
www.kit.nl/smartsite.shtml?ch=FAB&id=8869&ItemID=2500

Répartir les fonds générés par la foresterie communautaire

Les fonds que dégage la foresterie communautaire au Népal servent surtout au développement de la communauté (écoles, routes et autres infrastructures). Toutefois, les communautés les plus pauvres ne bénéficieraient de ces retombées qu'à un faible pourcentage.

La présente analyse de 100 communautés réparties dans les districts de Lamjung, Tanahu et Kaski (ouest du pays) illustre cet état de faits et ses raisons, et esquisse des actions pour remédier à la situation.

Les fonds des groupes d'usagers des forêts communautaires (Community Forest User Groups CFUG) ont plusieurs sources : d'abord la vente de bois (ligneux), ensuite la vente des produits forestiers non ligneux, puis les cotisations des membres et enfin l'assistance des ONG. Les CFUG fixent le prix de vente pour le bois et exigent le prépaiement, ce qui rend l'achat inaccessible aux plus pauvres. Un système qui alternerait la possibilité soit d'acheter du bois, soit de recevoir une parcelle de bois prêt à la coupe bénéficierait d'une manière

égale aux communautés pauvres et moins pauvres. Ainsi, après avoir réuni par exemple durant trois ans les revenus obtenus d'une parcelle de bois prêt à la coupe, les pauvres seraient en mesure d'acheter du bois.

Par ailleurs, selon l'étude de Kanel et Niraula en 2004, seulement 3 % des fonds seraient alloués à des activités en vue de diminuer la pauvreté, contre les 22 % argumentés habituellement. Quoiqu'il en soit, promouvoir la participation des pauvres aux comités exécutifs des CFUG représente une mesure primordiale en vue de leur accès à ces fonds.

SOURCE

Nepal's Community Forestry Funds: Do They Benefit the Poor ?. Ridish K. Pokharel. *SANDEE, 2008. 38 p.*
www.sandeeonline.org/publications/working_papers/wp31/working_paper31.pdf

La participation à elle seule ne suffit pas !

Les réserves naturelles et les parcs nationaux jouent un rôle clé dans la préservation d'écosystèmes sains. Leur histoire et l'idéologie qui les fonde sont très différentes d'une région à une autre et dépendent du climat sociopolitique ambiant. Toujours est-il que toutes ces zones ont été influencées au cours des dernières décennies par l'approche participative qui vise une plus grande justice et l'implication renforcée de la population locale.

Une étude de treize exemples de cas – en Afrique, Asie, Amérique latine et en Suisse – montre que le passage de la gestion « par le haut » à l'approche participative laisse souvent à désirer dans la pratique, et ne génère pas les avantages escomptés au niveau local. Bien que le tableau diffère selon les pays, les conclusions sont décevantes : on n'a guère identifié de gain économique ; l'habilitation politique des communautés locales a

rarement eu lieu, et si succès écologiques il y a, ils sont liés à des coûts élevés.

Malgré cela, les auteurs de l'étude retiennent que l'approche participative peut tout à fait générer des résultats positifs. Ceci à condition que les acteurs en jeu sachent identifier les intérêts communs et faire les concessions nécessaires, et adaptent en conséquence leur cadre institutionnel.

SOURCE

People, Protected Areas and Global Change: Participatory Conservation in Latin America, Africa, Asia and Europe. M. Galvin and T. Haller (Eds.). *Perspectives of the Swiss National Centre of Competence in Research (NCCR) North-South, University of Bern.* 2008. 560 p.
www.north-south.unibe.ch/content.php/publication/id/2157



La Selous Game Reserve en Tanzanie est devenue une destination touristique très courue par les Occidentaux, mais les revenus qu'elle génère n'arrivent guère jusqu'aux populations locales. En outre, celles-ci paient au prix fort les dégâts commis par la faune sauvage.
(Photo : T. Haller)

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse à droite.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale.

InfoResources est composé des trois institutions suisses : Intercooperation (IC-HO), Infoservice CDE et InfoAgrar / SHL, en collaboration avec leurs partenaires IC Inde / Bangladesh / Mali / Andes, CETRAD (Kenya) et SIMAS (Nicaragua).

Ont contribué à ce numéro :

Ruth Wenger (ed, IC-HO),
Fani Kakridi Enz (ed, CDE),
Felix Hintermann (ed, SHL),
Falguni Guharay (SIMAS),
V. Padmakumar (IC India),
Ursula Gämperli (CDE)
(ed = membre de l'équipe éditoriale)

Traduction française :
Clara Wubbe, Transit TXT

Mise en page :

Ana María Hintermann-Villamil, webhint.ch

Impression :

Schlaefli & Maurer AG

Contact :

InfoResources
Länggasse 85, CH-3052 Zollikofen,
Suisse
Tel.: +41 31 910 21 91
Fax: +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch, www.inforesources.ch

InfoResources est financé par :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

inter
cooperation

cde centre for
development and
environment

Bern University of Applied Sciences
Swiss College of Agriculture SHL

© InfoResources, Octobre 2008